

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle environnement
et installations classées

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 11 618 de mise en demeure

**Société GARNIER et Fils
à SARCELLES**

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU le décret N° 2011-153 du 4 février 2011 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de gestion des véhicules hors d'usage et des déchets d'équipements électriques et électroniques ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 autorisant la société GARNIER et Fils à exploiter des installations de stockage et de traitement de déchets métalliques ferreux et non ferreux sur le territoire de la commune de SARCELLES – 10, Rue de Vignolle ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire N° 10584 du 20 octobre 2011 portant mise à jour du tableau de classement des installations exploitées par la société GARNIER et Fils et encadrant la démolition de moyens de transport hors d'usage, hors véhicules légers et camionnettes ;

VU la note du 11 septembre 2013 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – unité territoriale du Val-d'Oise établie suite au contrôle inopiné des rejets aqueux réalisés du 23 au 24 mai 2013 sur le site de la société GARNIER et Fils implantée à SARCELLES ;

VU les résultats des analyses adressés au service de l'inspection des installations classées par le laboratoire chargé du contrôle des rejets aqueux ;

CONSIDERANT que des eaux vannes sont rejetées au niveau du point de rejet N° 3, alors que seules des eaux pluviales sont autorisées par les dispositions de l'article 4.3.5 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 5 novembre 2009 précité ;

CONSIDERANT que les eaux rejetées aux points N° 2 et N° 3 dépassent, sur un prélèvement de 24 heures, les valeurs limites d'émission mentionnées dans les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 susvisé pour les polluants suivants : MES – DCO et DBO₅ ;

CONSIDERANT que la société GARNIER et Fils ne respecte pas les dispositions des articles 4.3.5 et 4.3.10 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 précité ;

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GARNIER et Fils de respecter les dispositions des articles 4.3,5 et 4.3.10 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2009 susvisé ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Val-d'Oise ;

ARRETE

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société GARNIER et Fils est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 10, Rue de Vignolle à SARCELLES de respecter, **dans un délai de TROIS MOIS à compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions des articles 4.3.5 et 4.3.10 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 novembre 2009 susvisé, en arrêtant le rejet d'eaux vannes dans le Petit Rosne et en respectant les valeurs limites d'émission imposées au niveau des points de rejet N° 2 et N° 3.

Article 2 : L'exploitant devra, avant expiration du délai de trois mois porté ci-dessus, fournir au service de l'inspection des installations classées les informations permettant de justifier de la mise en conformité de son installation. Notamment en ce qui concerne le respect des valeurs limites d'émission, l'exploitant devra fournir un nouveau rapport de contrôle portant sur les MES – DCO et DBO₅ aux points de rejet N° 2 et N° 3.

Article 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de SARCELLES pendant la durée d'un mois et sera déposée aux archives de la mairie pour être maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction départementale des territoires – service agriculture – forêt et environnement – pôle de l'environnement et des installations classées.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex:

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la mise en service de l'installation, si celle-ci n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Val-d'Oise, la Directrice Départementale des Territoires, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France et le Maire de SARCELLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le

- 5 NOV. 2013

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Jean-Noël CHAVANNE

